



Politique de la ville - Rapport Borloo : les élus espèrent, le gouvernement tempère

Publié le 27/04/2018 Caroline Megglé

Citoyenneté - Associations - Jeunesse | Politique de la ville

Le rapport de Jean-Louis Borloo, remis le 26 avril 2018 au Premier ministre, sera-t-il suivi d'effets ou aura-t-il eu pour principale fonction d'éteindre le feu qui commençait à gagner les élus de banlieues ? Le président de la République présentera son plan pour les quartiers prioritaires le 22 mai prochain. En attendant, les maires du collectif "Territoires gagnants", réunis le 26 avril à Paris, disent leur espoir que ce rapport soit le point de départ d'une mobilisation plus profonde et renouvelée. De leur côté, les membres du gouvernement restent mesurés sur la portée potentielle de ce travail issu de la concertation.

Réunis à Paris le 26 avril pour une nouvelle édition de leurs Etats généraux de la politique de la ville, six mois après l'appel à l'aide qu'ils avaient lancé à Grigny pour les quartiers populaires, les élus et responsables associatifs du collectif "Territoires gagnants" ont clamé leur espoir de changement, suite à la remise du rapport de Jean-Louis Borloo au Premier ministre. "Travail remarquable" pour la maire de Paris, Anne Hidalgo, "pas un énième rapport" mais un rapport "réaliste, concret, opérationnel" pour Guillaume Delbar, maire de Roubaix, un rapport qui "permet de sortir de l'indifférence" vis-à-vis de "nos quartiers populaires, nos jeunesses" qui ont "besoin d'amour" pour le maire démissionnaire de Sevran, Stéphane Gatignon.

Quasiment acclamé lorsqu'il a pris la parole en fin de journée, Jean-Louis Borloo a à son tour rendu un hommage appuyé aux maires - "nos hussards" -, aux associations - ces "médecins-réanimateurs" -, mais aussi à Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires, qui aurait selon lui "obtenu" le discours de Tourcoing du président de la République (voir nos articles des 14 et 16 novembre 2017) ainsi que le travail collectif qui l'a suivi.

Pour 10 millions de Français, "tout est plus dur"

Il fallait répondre à un "sentiment de panique", celui-là même qui laissait présager "beaucoup de Stéphane Gatignon" dans les semaines à venir, a-t-il expliqué. Une analyse confirmée par Jacques Mézard : "De temps en temps il faut des ondes de choc, car c'est le moyen de faire avancer ces dossiers".

Intitulé "Vivre ensemble, vivre en grand – Pour une réconciliation nationale", le rapport appelle ainsi à la mobilisation la plus large en faveur des 1.500 quartiers de la politique de la ville, dont "216 connaissent des difficultés urbaines plus graves encore, 60 sont en risque de fracture et 15 en risque de rupture".

"Si on ajoute les territoires ruraux délaissés et certaines villes ou bassins en grave déprise, ainsi

qu'une partie importante de nos territoires d'outre-mer, ce sont plus de 10 millions de compatriotes qui sont éloignés du moteur de la réussite, n'ont pas les mêmes conditions de départ, les mêmes services de base", peut-on lire dans le rapport. "Pour cette France, tout est plus dur" ; "l'autre France, active, conquérante" est invitée à en prendre conscience.

"Faire revenir la République" dans les quartiers en étant "très organisé, opiniâtre et coriace"

Pour cela, le rapport s'efforce d'abord de "tordre le cou à quelques idées reçues", à commencer par celle qui consiste à dire que "trop d'argent aurait été déversé pour les quartiers". "Faux", répond le rapport : les communes ayant un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) "disposent de 30% de capacité financière en moins, bien que leur taux d'imposition soit 2 fois plus élevé et que leurs besoins soient de 30% supérieurs".

Après les constats, le rapport appelle à "faire revenir la République" dans les quartiers, en renforçant "radicalement" les moyens de la police et de la justice, mais aussi en "[traitant] le mal à la racine, pour réparer les quartiers, refaire société, éduquer et insérer".

Comment ? "La seule solution c'est de faire très organisé, opiniâtre et coriace, (...) dans un cadre républicain très très exigeant", a jugé l'ancien ministre de la Ville. Le rapport qu'il a coordonné appelle donc à "une réforme de l'action publique pas seulement gouvernementale", "un sursaut de tous les acteurs de la Nation, dans une feuille de route claire". Le rapport présente 19 programmes (1) et propose que chacun d'entre eux "soit piloté en tant que tel et par une ou deux personnalités reconnues". L'ensemble devra être coordonné par "un chef d'état-major" doté de "l'autorité suffisante donnée par le président de la République" et entouré d'"une équipe de très haut niveau". "Ce plan est avant tout un plan de ressources humaines", peut-on lire dans le rapport.

"Une base de travail intéressante", mais qui reste "un rapport"

L'objectif général est bien entendu partagé par le gouvernement. "Ramener la République au cœur des quartiers", c'est déjà plus d'"équité" dans l'accès aux services publics, a commenté Julien Denormandie, secrétaire d'Etat à la Cohésion des territoires. "Aujourd'hui il est aussi profondément temps d'investir dans l'humain", avec la formation et l'apprentissage, a-t-il ajouté.

"Le président de la République s'exprimera sur la suite de son discours de Tourcoing le 22 mai", a précisé Jacques Mézard. "Je ne dis pas qu'on donnera satisfaction à tout le monde", a-t-il d'ores et déjà prévenu, insistant sur l'intérêt d'un rapport qui met en avant la "responsabilité collective" et sur la nécessité d'avancer vers le "rétablissement des équilibres".

S'exprimant le 26 avril sur LCP, Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, a qualifié le rapport de "base de travail intéressante" tout en considérant que cela restait "un rapport", rapporte l'AFP. Interrogé sur la proposition d'un fonds supplémentaire de 5 milliards d'euros abondé par la cession des participations de l'Etat en 2018, Benjamin Griveaux a fait valoir que les crédits de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine avaient "déjà été doublés". Quant à l'évolution du pilotage de la politique de la ville, il a estimé que "ce n'[était] pas à Jean-Louis Borloo de décider du périmètre d'un gouvernement".

"C'est le plan du dernier espoir : cet espoir ne peut pas être défait"

Des indications qui laissent à penser que l'architecture du "plan de bataille" proposé par Jean-Louis Borloo ne sera pas suivie en tant que telle. Pour certains élus, pourtant, ces 19 programmes

forment un tout cohérent. "Ce rapport tient tous les bouts : la transformation physique, mais aussi l'emploi, l'éducation, les femmes...", a ainsi réagi Hélène Geoffroy, maire de Vaulx-en-Velin et ancienne secrétaire d'Etat à la Ville. Selon elle, "si nous faisons tout en même temps, nous pouvons parfaitement réussir". "Si on ne prend pas le plan Borloo dans son ensemble, c'est tout le château de cartes qui s'écroule", a embrayé Stéphane Gatignon. "C'est le plan du dernier espoir : cet espoir ne peut pas être défait, ne peut pas être passé sous silence", a jugé Catherine Arenou, maire de Chanteloup-les-Vignes.

Dans un communiqué du 27 avril, les présidents de France urbaine et de l'Assemblée des communautés de France (ADCF) apportent leur adhésion aux propositions du rapport Borloo et estiment qu'elles "portent la même ambition que celle du président de la République lors de son discours de Tourcoing de novembre 2017". "En toute logique, une grande partie de ses propositions devrait donc être mise en œuvre par le gouvernement. En ce qui nous concerne, les communautés, métropoles et grandes villes y sont prêtes", ajoutent-ils.

Dans un registre un peu moins "optimiste" que ses collègues élus, Marc Vuillemot, maire de la Seyne-sur-Mer et président de l'association Villes et Banlieues, a rappelé le 26 avril qu'il recevait "tous les jours le nombre de bagnoles cramées" et que des jeunes étaient régulièrement tués dans les quartiers. "Cette situation, rapport Borloo ou pas rapport Borloo, il va falloir ramer pour pouvoir l'inverser", a-t-il considéré. Avant d'évoquer les contraintes financières des collectivités et des associations, le retrait de certaines régions - sommées de se recentrer sur leurs compétences - des contrats de villes, ou encore l'immense "plan social" issu de la fin d'une partie des contrats aidés. Un constat partagé par Gilles Leproust, maire d'Allonnes, pour lequel "tout n'est pas une question d'argent", mais qui estime que les élus des quartiers sont "tous au pied du mur".

(1) Ces 19 programmes sont intitulés : "La qualité urbaine pour tous", "La mobilité, un droit et une nécessité", "Investir dans la petite enfance", "De l'école à la cité éducative", "Grandir par la culture", "Développer et insérer nos quartiers par le sport", "Tout passe par l'entreprise et l'emploi", "Un plan national pour gagner la bataille contre l'illettrisme et l'illectronisme, former aux savoirs de base", "200 quartiers d'excellence numérique", "Reconnaître les nouveaux visages de Marianne", "L'académie des leaders, la nouvelle grande école", "Une nouvelle armée de la république solidaire", "Agir fermement pour la sécurité et la justice", "Des moyens d'agir pour les communes", "La Nation garantit à tous la protection de la santé", "Les associations : le coeur des quartiers", "Lutter contre les discriminations", "Une Cour d'équité territoriale", "A la rencontre de l'Autre".

POUR ALLER PLUS LOIN

Le rapport "Vivre ensemble, vivre en grand - Pour une réconciliation nationale".

LIRE AUSSI

Politique de la ville - **Avant de s'adresser aux élus de banlieue, Jean-Louis Borloo a remis son rapport au Premier ministre** 26/04/2018

Politique de la ville - **Borloo détaille son "plan de bataille", France urbaine et l'ADCF leur "pacte"** 09/04/2018

Politique de la ville - **Elus de banlieue : #nous-sommes-tous-Gatignon** 28/03/2018

Politique de la ville - **Les agglomérations et les métropoles alliées de Jean-Louis Borloo**
21/03/2018

Mobilisation nationale pour les quartiers : les travaux se poursuivent 20/03/2018

Politique de la ville - **Le mouvement "Territoires gagnants" entend faire vivre "l'esprit de l'appel de Grigny"** 17/01/2018

Politique de la ville - **Plan Macron pour les quartiers : le détail des premiers engagements**
16/11/2017

Discours de Tourcoing - **Emmanuel Macron appelle à une "mobilisation nationale pour les villes et pour les quartiers"** 14/11/2017

